

La tragédie du peuple palestinien

Par Alain Cambier

Chercheur associé à l'UMR 8163 « Savoirs, textes, langage » (STL) à l'Université de Lille.

« La terre des hommes est-elle à tous les hommes ? » s'interrogeait le poète palestinien Mahmoud Darwich. La tragédie du peuple palestinien s'est déroulée en plusieurs actes, en commençant par une spoliation et en aboutissant aujourd'hui à une dévastation. En prologue, son origine se trouve dans la déclaration du ministre britannique A. Balfour qui avait concédé, en 1917, « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ». Mais l'Acte 1 de cette tragédie est une première Nakba ou catastrophe : en 1947, l'exode forcé de 700 000 palestiniens et l'émergence d'un nouveau type de colonisation. Cette injustice commise fut ensuite à la source de révoltes qui culminèrent avec la première Intifada. Celle-ci s'acheva en 1993 avec la signature des accords d'Oslo entre le chef de l'OLP Yasser Arafat, le premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le président américain Bill Clinton. Cependant, en 1995, l'assassinat d'Yitzhak Rabin par un de ses compatriotes – un terroriste juif religieux d'extrême droite nationaliste – mit fin à ce processus de paix. Fut alors favorisée l'arrivée au pouvoir, dès 1996, de Benjamin Netanyahu, leader du parti nationaliste-conservateur Likoud opposé à ces accords d'Oslo. Dans ce contexte de tensions nouvelles, le mouvement Hamas accéda au pouvoir, lors des élections législatives de 2006 à Gaza, sans plus jamais s'en remettre aux urnes et tout en éliminant ses opposants politiques palestiniens de l'OLP. C'est donc ce mouvement intégriste qui commit, le 7 octobre 2023, le plus sanglant pogrom depuis la Shoah : 1224 tués et 251 enlevés, hommes, femmes et enfants israéliens. Depuis, la riposte militaire du gouvernement israélien sur Gaza a massacré plus de 68 000 palestiniens - dont 83% de civils – et a ravagé leur pays. Depuis deux ans, les Palestiniens vivent leur deuxième Nakba.

Personne ne peut nier qu'en s'attaquant aveuglément à des civils israéliens, en en violant certains, en en torturant d'autres, en les transformant en otages, le Hamas a confirmé ostensiblement qu'il était un mouvement terroriste et non de simple résistance. En réaction, était-il légitime que Netanyahu en vienne à faire tomber indistinctement la foudre des armes sur la population palestinienne dans son ensemble et à se prendre pour Caton : « *Gaza delenda est* »¹ ? Aujourd'hui, les palestiniens survivants ne sont plus que les témoins d'une terre hallucinée où les maisons, les écoles, les oliviers et même les hôpitaux ont été rasés. Le gouvernement israélien avait pourtant sciemment favorisé la montée en puissance du Hamas à Gaza en fermant les yeux sur ses soutiens financiers², pour mieux s'employer à dépecer le territoire palestinien de Cisjordanie, occupé illégalement depuis 1967. Comment le gouvernement d'un Etat qui se déclare démocratique et qui se réclame de la « civilisation » a-t-il pu commettre, à son tour, crimes de guerre et crimes contre l'humanité au point d'être condamné par le *Tribunal Pénal International* ?

Le dévoiement de la loi du Talion

La réponse israélienne au *Trauma* du 7 octobre 2023 se révèle totalement disproportionnée et ne peut être justifiée au nom de la loi du Talion qu'au risque d'un contresens. Déjà présente dans le code d'Hammourabi régissant l'empire mésopotamien et dans le code Hittite, la loi du Talion apparaît comme un idéal de justice dans la *Torah*³. Alors qu'on l'invoque trop souvent pour justifier un droit de punir d'une violence aveugle, elle impose au contraire une limite stricte à la vengeance. Car cette dernière relève d'un sentiment agressif incontrôlé et exprime le comble de l'animosité, un rappel de l'animalité en l'homme. La vengeance ne prétend réparer la violence que par la violence, au risque de l'accroître plutôt que de rompre son cycle infernal. Si la férocité de l'attaque terroriste du Hamas a bien pris les allures d'une vengeance barbare, la cruelle riposte du gouvernement israélien exprime elle aussi une fuite en avant dans la spirale de la violence. Or, le sens initial de la loi du Talion est censé être *a contrario* un coup d'arrêt à la violence :

¹ Malgré la victoire des Romains contre les Carthaginois lors de la deuxième guerre punique en 216 av J-C, Caton l'Ancien appela de manière obsessionnelle à commettre l'urbicide, c'est-à-dire la destruction totale de la ville de Carthage.

² Cf. le documentaire de Sofia Amara « *Hamas, la fabrique d'un monstre* » (émission sur Arte du 05-01-2024).

³ A plusieurs endroits dans ce que nous appelons aussi l'*Ancien Testament* ou *Pentateuque* : l'*Exode*, chap. 21 ; le *Lévitique*, chap. 24, §§ 17-24 ; le *Deutéronome*, chap. 19.

« un œil pour un œil » et non dix yeux pour un œil, « une dent pour une dent » et non dix, voire cent dents pour une dent ! La loi du Talion avait été défendue pour passer du monde de la nature à celui de la culture, pour garantir un vivre ensemble dans une société, fût-elle une société encore archaïque. La loi du Talion est d'abord une loi qui s'en tient à un délit objectivement mesurable, mais surtout une loi censée garantir le maintien de liens sociaux. Aussi a-t-elle imposé une exigence de stricte proportionnalité. Alors que la vengeance résulte d'un retour aux instincts primaires, la loi du Talion aspire à une punition contenue, normalisée, non seulement par respect d'autrui, mais aussi pour nous préserver de la disparition de l'humanité en l'homme. Certes, la loi du Talion relève d'une époque révolue : à la différence du droit civil, elle ne propose qu'une compensation négative. De plus, en tant que loi pénale, elle s'en tient à une rigueur objective arithmétique qui ne prend pas la peine de l'exploration évaluative que permet un procès : ce qui la rend insupportable parce qu'elle ne tient pas compte de l'équité, de l'ajustement du juste aux situations concrètes⁴. Se réclamer de cette loi qui correspondait à une société en formation, après la fuite d'Égypte du peuple hébreu⁵, ne peut être aujourd'hui qu'anachronique, mais de plus exercer une répression démesurée en son nom ne peut apparaître qu'une trahison de son esprit. Quand la peine infligée prend la forme d'une purification ethnique, elle tourne le dos au droit, mais aussi contredit le sens initialement religieux de la loi du Talion. S'y référer de manière simpliste⁶ pour justifier la pire des représailles est une imposture pour se donner de prétendues bonnes raisons à commettre aveuglément l'altruicide.

L'ironie de l'Histoire

Les juifs ont toujours été victimes de spoliations, de persécutions multiples, mais l'antisémitisme a trouvé sa plus radicale expression avec la venue au pouvoir du *troisième Reich* qui mit en pratique son projet d'extermination systématique des juifs, appelé par les nazis et par euphémisme « la solution finale ». La création de l'État hébreu s'explique en grande partie par la volonté des survivants de mettre fin à cette longue histoire de victimes qui trouva son paroxysme dans la *Shoah*⁷. Mais comme le rappelle Dominique Eddé⁸, Dostoïevski avait déjà montré, dans *Les Frères Karamazov*, l'interchangeabilité toujours possible du bourreau et de la victime, au point même que le bourreau peut lui-même alors se prétendre victime de sa victime. Même s'il faut y voir une

confirmation de ce que H. Arendt a appelé la « banalité du mal »⁹ quand l'humanité cède à l'irréflexion et à la barbarie, ce que les Palestiniens ont subi ces deux dernières années n'est pas banal. Nous avons assisté à une telle interchangeabilité que ceux-là mêmes qui étaient les héritiers d'un long et sanglant passé de victimes se sont conduits, à leur tour, comme des bourreaux sans scrupules. Comme le dit le philosophe juif français Pierre Zaoui « il y a toujours un autre choix que la mort en masse d'enfants et de civils »¹⁰ : moralement, il est absolument insupportable de tuer nombre d'innocents pour tuer un terroriste, quels que soient ses crimes, surtout quand cette violence meurtrière prend l'allure d'un génocide, doublé d'un urbicide et d'un écocide. En novembre 2024, la *Cour Pénale Internationale* avait déjà inculpé Netanyahu de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, en raison des exactions perpétrées par *Tsahal*, et en septembre 2025, le rapport de l'ONU a conclu que l'État hébreu commet un génocide. Bien sûr, il ne s'agit ni d'une nouvelle *Shoah* avec ses camps d'extermination, ni d'un génocide à la machette comme au Rwanda, mais selon la définition du génocide établie en 1948¹¹, nous retrouvons quatre des cinq paramètres retenus¹² qui s'appliquent à ce qui a été infligé à la population gazaouie : meurtres de membres du groupe visé, atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe, soumission intentionnelle de celui-ci à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, mesures entravant les naissances au sein de cette population. Nombre d'intellectuels israéliens comme les historiens Raz Segal, Omer Bartov, le spécialiste des génocides Shmuel Lederman et l'écrivain David Grossman¹³ ont eux-mêmes affirmé que le gouvernement israélien commet un génocide contre le peuple palestinien. Des dizaines de milliers de morts et plus encore d'estropiés, la destruction des trois-quarts du bâti à Gaza, les restrictions à l'aide humanitaire et à l'accès aux denrées alimentaires, la destruction de la culture et de l'agriculture, etc. : il s'agit bien là de créer les conditions pour rendre la vie humaine impossible. Personne ne peut nier l'intention patente de briser le groupe social et ethnique des Palestiniens, mais l'ironie de l'histoire est aussi que les autorités israéliennes pratiquent aujourd'hui à leur tour le négationnisme. Non seulement l'accès des journalistes internationaux a été rendu impossible, mais *Tsahal* a sciemment visé les journalistes présents sur place, au point que plus de 250 d'entre eux ont été éliminés physiquement : il fallait éviter ainsi toute documentation des faits...

⁴ C'est pourquoi Aristote et la société grecque l'avaient déjà rejetée.

⁵ Selon l'Ancien Testament.

⁶ Cf. le discours de Netanyahu à la tribune des Nations Unies, le 26 septembre 2025.

⁷ *Shoah* en hébreu signifie la « catastrophe », autre nom donné à l'*Holocauste* qui signifie le « sacrifice par le feu ».

⁸ Cf. son dernier ouvrage, *La Mort est en train de changer*, éd. Les liens qui libèrent, oct. 2025. Cf. également E. Lévinas, dans *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence*, éd. LP Biblio-Essais.

⁹ Cf. H. Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, éd. Folio-histoire.

¹⁰ Cf. *Le Monde* du 9-12-2023.

¹¹ Cf. la *Convention sur la prévention et la répression de crimes de génocide*.

¹² Le cinquième paramètre concernant le transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe n'a pas été ici identifié, mais notons qu'il est imputé à Poutine qui pratique la déportation d'enfants ukrainiens. Dans son ouvrage, D. Eddé souligne que, malgré leurs différences, « Trump, Netanyahu et Poutine sont des cas types de toute puissance, dénuée de surmoi, indifférente aux limites » *op. cit.* p. 18.

¹³ « J'ai le cœur brisé, mais je dois le dire ; c'est un génocide » David Grossman, en août 2025 dans le journal *La Repubblica*.

L'historien Daniel Blatman s'est exprimé¹⁴ sur le déni du pouvoir israélien : « Le rapport¹⁵ d'Orbach et de ses collègues sur Gaza, à l'instar des négationnistes avant eux, ne présente pas une véritable enquête, mais plutôt une série d'arguments sélectifs destinés à écarter de manière préventive toute possibilité de sanctions pénales contre Israël pour génocide ».

Le fascisme messianique

Tout négationnisme est en même temps un « affirmationnisme »¹⁶ : il ne se contente pas de nier la gravité des faits, mais entretient une version alternative imaginaire censée produire des effets de réalité, puisque certains vont non seulement y croire, mais aussi s'évertuer à l'imposer. Si la Shoah a été justifiée par les nazis à partir d'une idéologie raciste, l'extrême droite¹⁷ qui est arrivée au pouvoir en Israël avec Netanyahu recourt à un fascisme messianique. Si Theodor Herzl¹⁸ défendait, à l'origine, un sionisme politique aux antipodes des théologiens, en revanche « ceux qui sont au cœur de l'Etat hébreu aujourd'hui sont des juifs messianistes qui considèrent accomplir ici et maintenant un dessein divin »¹⁹. La notion de « Grand Israël »²⁰ - théorisée par Vladimir Jabotinsky et présentée par Netanyahu lui-même comme une mission à accomplir - ne se trouve pas comme telle dans la Bible. Elle sert pourtant aujourd'hui les intérêts de tous ceux qui ambitionnent la colonisation totale de la terre des Palestiniens et la création d'un Etat fondé sur les enseignements de la Torah. Se référer à Dieu pour légitimer sa guerre contre les Palestiniens apparaît comme une grave dérive de l'Etat israélien qui avait été pensé, au départ, comme un Etat laïc : une telle référence favorise toujours le fanatisme et permet de justifier aveuglément des crimes épouvantables. En 1982, suite aux massacres des camps de *Sabra* et *Chatila* où l'armée israélienne avait délibérément laissé faire les phalangistes chrétiens libanais commettre leurs exactions contre les combattants et civils palestiniens, Emmanuel Lévinas avait condamné fermement ces atrocités : « Se réclamer de l'*Holocauste* pour dire que Dieu est avec nous en toutes circonstances est aussi odieux que *Gott mit uns* qui figurait sur les ceinturons des bourreaux » du *troisième Reich*²¹. Si l'homme se sépare de l'animalité par son aptitude culturelle à symboliser, la pire des dérives pathologiques de cette fonction symbolique consiste à vouloir réifier les symboles, c'est-à-dire à les chosifier, les pétrifier, en tuant leur esprit pour les prendre exclusivement à la lettre : il en va ainsi quand un intégrisme religieux se

réclamant de l'*Ancien testament* veut à tout prix imposer une vision mystique du territoire et fait du mythe de la « *Terre promise* » la pire des caricatures. Alors que l'aptitude proprement humaine à la symbolisation consiste à transformer les choses en signes, cette pathologie veut inversement convertir les signes en choses, les retrouver à tout prix dans le monde prosaïque, les faire coller à la réalité commune, au point de vouloir déréaliser celle-ci, de détruire cette réalité commune si elle résiste aux phantasmes.

Le retour nécessaire au politique

La terre d'Israël et de Palestine n'est en elle-même ni juive, ni musulmane : elle est avant tout un pays d'êtres humains susceptibles, en tant que tels, de pouvoir se quereller, mais aussi de dialoguer. Dans son dernier ouvrage²², Haoues Seniguer montre qu'au Moyen-Orient, la rhétorique religieuse tend à conduire de part et d'autre au fanatisme et à la sacralisation de la violence. En faisant volontiers référence au Livre de Josué qui raconte la conquête violente de Canaan par les Hébreux fuyant l'Egypte, Netanyahu justifie avec elle une vision ethnociste de la société, d'autant plus qu'il se sait soutenu par les intégristes chrétiens américains qui partagent une même vision messianique. Mais le *Hamas*, de son côté, n'est pas en reste, car il se réfère aussi à Dieu pour justifier son terrorisme. Créé en 1987, le *Hamas* est issu de la confrérie des frères musulmans et sa charte élaborée en 1988 est clairement antisémite et conspirationniste. Certains de ses membres²³ entretiennent une vision démonisée des juifs désignés comme un « groupe maudit ». L'ironie macabre est que ces acteurs de la guerre se réclament, au départ, du même monothéisme. Il faut dire que celui-ci a nourri des envoûtements narratifs²⁴ successifs rêvant leur emprise sur la Terre, mais conduisant souvent au cauchemar. En expulsant totalement Dieu en dehors du monde, le monothéisme tend à dévaloriser notre milieu terrestre et considère ses autochtones comme étant originellement pécheurs. En exacerbant la transcendance du divin, le monothéisme favorise une conception d'un monde profane qui devrait impérativement être « sauvé » en étant transformé et dominé²⁵, que ce soit la nature ou les humains eux-mêmes destinés nécessairement à la conversion. En revanche, reconnaître la nécessité de deux Etats consiste à faire retour sur le politique, pour mettre fin aux vertiges d'une conception abstraite de la religion. Reconnaître la possibilité d'un Etat palestinien, c'est aussi reconnaître le recours

¹⁴ Dans le journal israélien *Haaretz*, fin juillet 2025.

¹⁵ Rapport élaboré par un *think tank* lié à l'armée israélienne.

¹⁶ Cf. notre ouvrage *Philosophie de la post-vérité*, éd. Hermann.

¹⁷ En l'occurrence, Ben Gvir, fondateur du parti *Otzma Yehudit* (« puissance juive » en hébreu) devenu ministre de la sécurité nationale et Bezalel Smotrich, ministre des finances et extrémiste religieux.

¹⁸ Fondateur de l'Organisation sioniste mondiale, Theodor Herzl avait publié *Der Judenstaat* ou « État des juifs » en 1896.

¹⁹ Propos du politiste Haoues Seniguer, *Le Monde* du 23-09-2025.

²⁰ « *Eretz Israel Hashlema* » en hébreu, expression qui signifie plutôt « La terre d'Israël dans sa complétude ».

²¹ Lors d'un débat radiophonique en 1982 avec A. Finkelkraut et Salomon Malka.

²² Haoues Seniguer, *Dieu est avec nous ! Le 7 Octobre et ses conséquences ; Comment les religions juive et islamique justifient la violence*, éd. Le Nord de l'eau, 2025.

²³ Cf. en particulier, le porte-parole de la branche armée du Hamas tué en août dernier par *Tsahal*.

²⁴ Sur ce thème, cf. l'ouvrage de Camille de Toledo, *Une histoire du vertige*, éd. Points-Seuil.

²⁵ Max Weber a souligné, dans *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*, le lien entre religion et essor du capitalisme.

nécessaire à la notion de droit qui lui est consubstantielle²⁷. Le droit et le politique permettent de réinvestir la vie profane sans prétendre y renoncer, d'établir une autre relation à ce qui nous entoure, en nous y attachant plutôt qu'en préconisant de nous en détacher. Car la véritable ligne de fracture passe entre ceux qui acceptent de vivre ensemble en respectant leurs différences et ceux qui ne pensent qu'à annihiler l'Autre. L'enjeu est bien alors de ne plus dénigrer, mais de prendre soin des différentes facettes de notre immanence dans ce monde prosaïque que nous habitons, de la diversité possible des formes de vie de ses autochtones trop facilement considérées comme impures. En ce sens, la déclaration officielle de Mahmoud Abbas, vieux leader de l'Autorité palestinienne, qui affirme rejeter « ce que le Hamas a commis le 7 octobre » parce qu'il « ne représente pas le peuple palestinien, ni sa juste lutte pour la liberté et l'indépendance » est censée ouvrir une voie nouvelle pour une solution strictement politique. Mais sera-t-il entendu de retour non seulement par les Palestiniens eux-mêmes, mais aussi par les parties-prenantes du plan de paix actuel ?

La reconnaissance d'un Etat palestinien y est-elle sérieusement prise en compte ? Rien n'est moins sûr...

Dans un texte publié récemment²⁸, l'auteur franco-libanais Wadji Mouawad souligne qu'il y a ici une « tragédie dans la tragédie » : « Chaque juif, qu'il soit le plus puissant humaniste ou non, assiste impuissant à l'inscription dans son histoire d'un massacre perpétré contre un autre peuple » et il ajoute « comment finir une tragédie sans l'écrire avec les mots de la justice ? ». Wadji Mouawad souligne également que nous n'avons aucune difficulté à commencer une tragédie, mais qu'il n'en va pas de même pour la terminer. Dans la tragédie grecque, survenait toujours à la fin un *Deus ex machina* qui intervenait de manière impromptue pour mettre fin aux affrontements sanguinaires. En revanche, dans cette tragédie palestinienne, on ne peut guère espérer une fin des conflits tant que *Deus* est déjà engagé « *in machina* », déjà pleinement impliqué dans la « machine de guerre », puisque chacun des protagonistes bellicistes se réclame d'avance d'un Dieu pour légitimer sa cruelle inhumanité.

²⁷ Cf. notre ouvrage *Qu'est-ce que l'État?*, éd. Vrin, coll. *Chemins philosophiques*. En France, l'Etat moderne s'est imposé pour mettre fin à la guerre des religions.

²⁸ Cf. *Le Monde*, 01-10-2025.